

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Les-credits-alloues-par-le-FMI-a-l-Argentine-n-etaient-rentables-pour-personne>

Les crédits alloués par le FMI à l'Argentine n'étaient rentables pour personne.

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : mardi 24 janvier 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Alfredo Zaiat

[Página 12](#). Buenos Aires, 4 janvier 2006

[Leer en español](#)

Les paiements anticipés de l'Argentine et du Brésil au FMI ont au moins une explication : les crédits alloués par cet organisme multinational n'étaient pas rentables. On peut concevoir que par ignorance, beaucoup aient pu répéter et continuent encore à vanter l'agréable situation financière que procure l'assistance du FMI, si l'on prend comme élément de comparaison l'endettement actuel sur les marchés financiers. On peut également imaginer que par spéculation idéologique, d'autres aient menti sur le véritable coût de ces prêts.

Enfin, il est possible, en réalité, que la forte influence exercée par le FMI sur la vie quotidienne des argentins, ait porté ses fruits et ait permis que la plupart d'entre eux considère qu'il s'agit en fait d'une organisation philanthropique, qui fait le tour du monde en distribuant de l'argent à des pays dans le besoin. Pour parler clairement, les crédits du FMI n'étaient pas bon marché ni en terme de taux d'intérêt, par rapport aux délais de remboursement, ni en terme de coûts économiques annexes, pour recevoir ces crédits.

Il est certain que cette perspective va à l'encontre de l'opinion commune, et par conséquent, soulève le soupçon de n'être qu'une idée toute faite pour les anti-FMI. Pour ne pas tomber dans ce préjugé, et afin de casser une idée qui empoisonne le débat indispensable sur une possible annulation anticipée de la dette contractée auprès du FMI, on a recouru à un rapport significatif réalisé il y a quatre mois par un économiste orthodoxe : Eduardo Levy Yeyati. A la charge du Centre de Recherches des Finances de l'École d'Affaires de l'Université Torcuato Di Tella (Buenos Aires), ce spécialiste a intitulé son étude « Le coût (illusoire) du désendettement auprès du FMI ».

Levy Yeyati a travaillé à la Banque Centrale d'Argentine et il est loin d'une façon de penser anticonformiste qui rejette le FMI. Ce spécialiste financier a ainsi établi que "le coût pour renouveler (un crédit de) facilité de réserves supplémentaires (SRF, en anglais, c'est-à-dire la ligne d'assistance du FMI) de deux ans, impliquerait un *spread* (une différence) de 400 points de plus que celui requis sur le marché, pour des instruments de même délai (approximativement 350 si l'on regarde la courbe de rendements en dollars)".

Ceci implique qu'un prêt de refinancement auprès du FMI - alternative proposée par les plus prudents dans la gestion des réserves - aurait un taux de 4 points sur un taux de base de bons du Trésor des Etats-Unis, quand les titres publics émis par l'État, qui sont cotés sur le marché, ont un taux de 3.5 points supplémentaires, à ce niveau-là de rendement.

De cette manière, refinancer la dette auprès du FMI, comme le revendiquait Robert Lavagna, aurait coûté plus cher encore que la mise en place de cette dette sur le marché, avec le même délai que ce crédit. Levy Yeyati conclut dans ce rapport que "dans la mesure où les montants sont quantifiables, l'annulation des obligations vis-à-vis du FMI, par l'émission de dette sur le marché privé peut s'avérer une solution intéressante, tant sur un point de vue politique qu'économique".

Cependant : on est en droit de se demander pourquoi en a-t-on besoin si le taux avec lequel l'Argentine paiera les Bodens, achetés par le Venezuela, est plus élevé que celui que coûte le crédit auprès du FMI. C'est une question que peut se poser Madame Rosa (la bourgeoise moyenne en Argentine), mais pas des économistes, et encore moins quand ce sont des spécialistes, et qu'ils affirment que le pays s'endette à un taux trop élevé pour pouvoir annuler la dette à un coût raisonnable. Ce calcul n'est pas juste - enseignent les professeurs - le fait

Les crédits alloués par le FMI à l'Argentine n'étaient rentables pour personne.

d'additionner des pommes et des poires, car on parvient à des résultats incorrects, et c'est pour cette raison que l'on a inventé les chiffres.

Voyons cela plus en détail : 2 ans et 8 ans, ce n'est pas la même chose ; donc les taux d'intérêt de l'un et de l'autre délai sont différents. Et ils augmentent au fur et à mesure que les délais se prolongent, comportement que l'on explique sur le marché comme un facteur de risque ou d'incertitude par rapport à l'avenir. Les Bonds achetés par Hugo Chávez arrivent à terme en 2012 et 2013 et atteignent un taux implicite de 9% annuel. D'après un haut fonctionnaire du Ministère de l'Économie, les prêts alloués par le FMI à l'Argentine, atteignaient un taux de 4.59 % par an, mais sur un délai de deux années. En réalité, ce chiffre était plus élevé, si l'on considère la surtaxe appliquée par le FMI, car le pays se trouve endetté à cause de l'organisme, selon la part de marché qui lui correspondait. A cela, se greffait un prêt délivré en DEG (Droits Spéciaux de Virement), une unité de mesure exclusive au FMI, qui s'adapte à un éventail de devises (euro, dollar, livre sterling, yen, entre autres). Et comme le DEG cotise à une valeur supérieure au dollar, le taux implicite est aussi élevé que celui d'un prêt délivré en dollars. Le calcul le plus conservateur conclut qu'il faut ajouter 1 point à ce taux de crédit, ce qui le ferait atteindre un chiffre de 5.59 %.

Ce n'est pas tout. Le FMI, comme tout organisme financier, distribue des fonds à un taux d'intérêt un peu plus élevé que le montant de son capital et emploie ces revenus à couvrir ses frais opérationnels et augmenter ses ressources. Andrew Balls, du *Financial Times*, a précisé que lorsque le FMI dispose de peu de crédits, il augmente le taux qu'il perçoit pour faire face à ses frais, qui se situent aux alentours de 1 milliard de dollars par an.

Si l'Argentine n'avait pas suivi le chemin du Brésil, cela aurait entraîné, pour la diminution du portfolio d'assistance, une augmentation de taux à rembourser au FMI de 15 milliards de dollars, à cause de l'annulation décidée par le Brésil. C'est le sort réservé dès le mois de mars à l'Uruguay, le pays d'Amérique Latine le plus couvert par le FMI, et la Turquie, ainsi que le reste des nations qui reçoivent l'« aide » de Rodrigo Rato. Pour l'Argentine, le taux s'élèverait au dessus de 6 % par an, en ce qui concerne sa dette à court terme.

Finalement, le taux perçu par le FMI est différent de celui d'une obligation. Comme ces contrats écrits en minuscules, dans lesquelles se concentrent toute une série de conditions avantageuses pour celui qui est endetté. Il n'est pas question ici non plus de compter ensemble les pommes et les poires. A la base le coût du crédit n'est pas déjà bien avantageux, mais il faut ajouter en plus toute une série de conditions que le FMI établit pour distribuer des fonds. Si l'on évalue les conséquences économiques et sociales dévastatrices qu'ont causé les politiques successives orchestrées et promues par le FMI dans les années 90 (flexibilisation du marché du travail, réforme anticipée, ouverture et privatisation), les taux d'intérêt implicites de ces prêts étaient déjà très élevés.

Tout cela nous amène à dire que l'aide du FMI n'est en rien rentable, et qu'en somme, elle coûte même plutôt cher. Finalement, après avoir dépassé cette confusion, nous pouvons désormais lancer le débat controversé sur l'annulation anticipée de la dette avec le FMI.

Traduction pour [El Correo](#) de l'espagnol : [Pierres Molines](#)